

Entretien avec Roger Guesnerie, professeur au Collège de France

"Nos désaccords et nos querelles se règlent aussi dans le monde réel".

Le Monde Economie, 21 mai 2002

Après les résultats de l'élection présidentielle, beaucoup d'analystes ont souligné la déconnexion qui semblait exister entre la France "d'en haut" et la France "d'en bas". Pensez-vous que les économistes, à qui l'on reproche souvent de vivre dans une tour d'ivoire, sont trop éloignés des réalités ?

Je ne crois pas. Pensez-vous vraiment que les débats d'économie se règlent tous confortablement dans le silence des bibliothèques, dans le monde feutré des modèles et des statistiques ? Pas du tout, nos désaccords et nos querelles sont tranchés par les faits, dans le monde réel. La remise en cause par Keynes de la capacité régulatrice du marché, et de son succès, reflète les ravages de crise de 1929 aux Etats-Unis. De même, c'est bien la chute du mur de Berlin qui a fait de l'économie de marché un horizon (provisoirement) indépassable... Disant cela, je suis le dernier à sous-estimer la force des idées, leur capacité d'existence autonome. par ailleurs, l'économie multiplie aujourd'hui l'exploration de chantiers ouverts. On assiste, par exemple, à une prolifération (utile) de travaux empiriques.

Cela n'a pas toujours été le cas...

Regardons dans la durée comment a évolué le débat intellectuel au sein de la science économique. Il s'est toujours situé à l'intersection de deux axes : l'axe méthodologique et l'axe des sensibilités politiques. L'axe méthodologique d'abord. L'histoire de l'après-guerre traduit la montée en puissance du programme de la Société d'économétrie, fondée dans les années 1930. Avec l'internationalisation des connaissances, la méthodologie préconisée est devenue parfois hégémonique. Elle repose sur une séparation du travail, entre le travail théorique, qui donne une place importante à la modélisation et le travail empirique qui se fonde sur la statistique. De même, et de manière indépendante, il existe l'axe "politique". Historiquement, à une extrémité vous trouviez les défenseurs de la planification soviétique et, à l'autre, les tenants du marché. Entre les deux, tout un continuum de sensibilités allant de ceux qui refusaient le Gosplan sans croire pour autant au marché, aux Keynésiens qui, eux, croyaient à la viabilité du marché s'il était accompagné de fortes régulations collectives ; enfin les libéraux, comme Hayek, dont la foi envers le marché était fondamentale. En fait, l'économie - c'est du moins ce que des études sociologiques menées aux Etats-Unis il y a une vingtaine d'années suggéraient - est la discipline des sciences sociales où la diversité des sensibilités politiques originelles, est la plus forte.

Que pensez-vous des critiques lancées depuis trois ans sur la trop forte modélisation mathématique de l'économie? Cela veut-il dire que la Société d'économétrie continue de triompher ?

Je ne pense pas que cette querelle soit de bon aloi. Les critiques assimilant d'ailleurs mathématiques et libéralisme font erreur. Je crois que la démarche de la Société d'économétrie a été le facteur d'une certaine pacification théorique. Le travail d'explicitation des principaux modèles de la tradition walrasienne a permis de comprendre la portée exacte de leurs hypothèses. Après une période de crispation identitaire de la discipline, le débat a pu finalement être dépassionné. Aujourd'hui, où en sommes-nous ? Sur l'axe politique, les cartes ont été redistribuées : le bloc soviétique a disparu. Il n'existe donc plus deux systèmes économiques "rivaux". Pour autant, il est difficile de croire que le marché constitue la clé de tous nos problèmes. Sur l'axe méthodologique, la position dominante de la Société d'économétrie va de pair avec la prise de conscience interne des limites de ses méthodes et ouvre, de fait, la voie à l'élargissement du champ et en même temps à la confrontation d'autres savoirs. Autrefois, le dialogue entre les économistes et les autres représentants des sciences sociales : sociologue, historiens etc. était difficile et pratiquement inexistant. La nouvelle génération a conscience aujourd'hui que l'on peut apprendre les uns des autres et - c'est ce qui commence à se faire - mener des travaux en commun entre économistes et sociologues, par exemple.

On voit aussi davantage d'économistes "universitaires" s'impliquer dans la politique économique...

La question du tempérament joue beaucoup dans ces choix. Les chercheurs disposent d'une grande liberté de travail et certains en viennent à se passionner pour des points auxquels le commun des mortels, à tort ou à raison, ne verrait aucun intérêt. Mais démarche scientifique et spécialisation vont de pair. Notre tribu vit dans plusieurs villages. Il y a aussi et heureusement des économistes qui s'impliquent dans la tâche difficile et indispensable de l'intervention dans le débat public.

Vous êtes vous-même membre du Conseil d'analyse économique (CAE)...

Oui. A titre personnel, je me suis toujours intéressé à la politique économique, aux problèmes de la cité. J'ai été marqué par la tradition colbertiste. Et par exemple, j'ai commencé ma vie professionnelle en travaillant pour le Commissariat du Plan. Actuellement, je suis en train de préparer un rapport pour le CAE sur les enjeux économiques de l'effet de serre. Ceci a été l'occasion de rencontrer beaucoup de spécialistes (climatologues, etc.). Il faut maintenant essayer de dresser une synthèse des travaux et réflexions venants d'horizons variés. De l'économie plutôt appliquée... D'un point de vue théorique, les questions de commerce international constituent un de mes centres d'intérêt récent. Par ailleurs, mon principal sujet antérieur, qui porte sur la capacité du marché à coordonner les anticipations des agents économiques, est sans aucun doute au cœur du débat qui fonde les différences entre Keynes et Friedman.

Quels domaines de recherche semblent passionner le plus les étudiants en économie aujourd'hui ?

Ils reflètent les problèmes que rencontre aujourd'hui notre société. Les étudiants s'intéressent, par exemple, à la croissance, endogène aujourd'hui, aux effets de la mondialisation et à sa régulation, au commerce international, ou encore au marché du travail en n'oubliant pas les questions de politique économique qui s'y attachent, comme la baisse des charges, par exemple.

Propos recueillis par Marie-Béatrice Baudet et Serge Marti